

DEMAIN, ENSEMBLE, LA GRÈVE !!!

Pour donner une suite au 19 mars, la colère et une certitude nous motivent. Colère face aux licenciements annoncés par Total, malgré ses 14 milliards de profits, ou par Continental, qui avait imposé de travailler plus « pour sauver l'emploi » ; colère face à la vie chère ; colère face à la santé ou à l'éducation bradées ; colère face aux expulsions de sans-papiers, à la répression, aux libertés menacées... La certitude nous est offerte par le peuple guadeloupéen, qui nous montre que ce gouvernement de « profiteurs » n'est pas invincible...

Il est possible de gagner en s'en donnant les moyens, mais il faudra pour cela plus qu'une journée de grève tous les deux mois. Nous y mettons, à chaque fois, toutes nos forces, nous sommes déterminés et nombreux, mais si elles restent sans lendemain, les journées d'action, aussi réussies soient-elles, finissent par épuiser et démoraliser. Alors, pour ne pas nous retrouver demain avec un goût amer de « Tout ça pour quoi ? », nous pouvons apprendre de ce qui a permis à tout un peuple de rester uni et mobilisé dans la grève générale pendant six semaines. Pour mobiliser massivement, il faut des revendications précises, chiffrées, sans ambiguïté, et ne pas se contenter de vagues promesses. Il faut des revendications pour répondre aux besoins des salariés du privé et du public, des précaires et des chômeurs, des jeunes et des retraités, pour combattre les divisions entre hommes et femmes, Français et étrangers, pour imposer le droit à la santé, à l'éducation, à la recherche, à la protection de l'environnement... Alors que les actionnaires et les patrons, prétextant la crise, cherchent à aggraver nos conditions de vie, nous devons construire une plate-forme pour refuser de payer la crise et pour empêcher ceux qui en sont responsables de nuire.



un programme

Des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés, chaque mois, et le nombre de chômeurs explose. L'interdiction des licenciements, sous peine d'expropriation des licenciés, et la réduction du temps de travail avec embauches correspondantes jusqu'à résorption du chômage sont des mesures d'autodéfense. L'augmentation immédiate de 300 euros net et un minimum de 1.500 euros net pour tous les salariés, retraités ou privés d'emploi, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, le paiement à 100 % des travailleurs touchés par le chômage

partiel, ce n'est que la récupération de ce que les actionnaires nous ont volé pour spéculer. Face à leur crise, il ne faut pas moins, mais beaucoup plus de protection sociale, la retraite pleine à 60 ans et à 55 ans pour les métiers pénibles (37,5 annuités maximum dans le public comme dans le privé), les soins et les médicaments remboursés à 100 %. Les milliards offerts aux plus riches et aux patrons – paquet fiscal, suppression de la taxe professionnelle, cadeaux aux banques et aux entreprises – doivent être récupérés pour financer 1 million d'emplois, tout de suite, dans les services publics. La crise du capitalisme montre que nous devons prendre en main l'économie. Il faut nationaliser d'urgence les banques, sans indemnités ni rachat, pour construire un service public bancaire unique. Il faut sauver de la privatisation et de la destruction l'éducation, La Poste et les hôpitaux. Seuls des services publics de l'eau, du logement, des transports, de l'énergie, sous contrôle des salariés et de la population peuvent répondre aux urgences sociales et écologiques.

une tactique

Un bon programme ne suffit pas. Il faut aussi une tactique de lutte pour gagner. L'idée d'un « tous ensemble », d'une grève reconductible, est partagée par un grand nombre de salariés et de syndicalistes en désaccord avec leurs directions syndicales. Un tel mouvement ne se décrète pas, il se construit en unissant les efforts des salariés, des équipes militantes des structures syndicales, associatives, politiques, de tous ceux qui veulent agir ensemble et construire une véritable grève générale. Des secteurs, comme les postiers de plusieurs dizaines de centres de tri de la région parisienne, sont déjà en grève reconductible. Depuis plus d'un mois, le mouvement parti des enseignants-chercheurs et rejoint par les étudiants embrase les universités et appelle à fédérer les luttes et à construire la grève de toute l'Éducation nationale, de la maternelle à l'université. Les équipes militantes de l'automobile cherchent à construire une mobilisation commune des salariés des constructeurs et des équipementiers. Autour des hôpitaux, comme autour des écoles ou de La Poste, se structurent des mouvements unissant salariés, usagers, élus, dans la défense du service public. À l'initiative du NPA, une démarche unitaire a été engagée par l'ensemble des partis et des organisations de gauche. Dans de nombreuses villes ou régions, se construisent des collectifs de mobilisation unitaires, réunissant partis, syndicats, associations. Toutes ces initiatives vont dans le même sens : la convergence et la généralisation. La journée de grève du 19 mars est une excellente occasion pour se rencontrer, débattre et prendre des initiatives.

Angers, le 18 mars 2009



INTERVIEW D'ÉLIE DOMOTA (LKP) : « Il faut faire preuve d'audace »

Une extraordinaire mobilisation populaire a permis à la grève générale en Guadeloupe de tenir 44 jours et d'obtenir des avancées (200 euros d'augmentation des bas salaires...). Élie Domota est porte-parole du collectif Liyannaj kont pwofitasyon (LKP, « Collectif contre l'exploitation outrancière »), qui a conduit le mouvement.

• Comment le LKP s'est-il formé ?

Élie Domota – La réussite du LKP ne tombe pas du ciel. Cela fait six ans que les organisations syndicales travaillent ensemble à l'élaboration d'une plate-forme de défense de la classe ouvrière. Depuis plus longtemps encore, nous avons l'habitude de nous réunir pour préparer les défilés unitaires du 1er Mai (tracts, parcours, etc.). Donc, on se connaît bien. En parallèle, chaque organisation travaillait avec d'autres sur des projets ponctuels. Moi, par exemple, je suis secrétaire général de l'UGTG [premier syndicat de la Guadeloupe], on a beaucoup travaillé avec Mouvman Nonm, le comité des mutuelles, l'association culturelle Akyio, etc.

• Qu'est-ce qui a fait que le LKP a finalement pris corps ?

É. D. – Début décembre 2008, on s'est de nouveau réuni. La situation était tellement catastrophique pour les travailleurs que, cette fois, ça a collé et ça s'est imposé par nécessité. La force du LKP, c'est que nous sommes un conglomérat de visions différentes qui, réunies, permettent une approche globale des problèmes de notre société. La lutte des travailleurs se nourrit de la lutte des travailleurs. L'important c'est qu'au delà des dirigeants des différentes organisations, l'union se fasse à la base et dans l'action. C'est aux travailleurs de se rassembler.

• Tu fais l'objet d'une plainte pour incitation à la haine raciale...

É. D. – Mes propos n'ont fait que refléter une réalité sociale et historique. Donc je suis serein. Un avocat me disait hier qu'il n'y a pas de grand mouvement social sans grand procès. Cela va être l'occasion de faire le point sur pas mal de choses. Il demande d'ailleurs à ce que ce procès soit télévisé. Beaucoup d'avocats se proposent déjà de me défendre, comme Ségolène Royal – je ne savais même pas qu'elle était avocate !

• Que vas-tu faire ?

É. D. – Je compte porter plainte pour diffamation. En Guadeloupe, on est tellement habitué à être méprisé qu'on encaisse sans broncher, on finit par trouver cela normal. Mais que Frédéric Lefebvre [porte-parole de l'UMP] se permette de me traiter de tonton macoute¹, que des journalistes me traitent de terroriste, ce n'est pas normal !

• Penses-tu qu'une union comme celle qu'a connue la Guadeloupe soit possible dans l'Hexagone ?

É. D. – Bien sûr, le tout, c'est de commencer. Nous-mêmes, nous n'aurions jamais cru que cela se passerait comme ça, ni que nous tiendrions aussi longtemps. Toutes ces rencontres, toutes ces réunions, depuis six ans, ont porté leur fruit, car c'est sur la base de ces discussions que, petit à petit, s'est dessiné ce qui allait devenir la plate-forme de revendications du LKP. Les patrons et l'État s'entendent au sommet et s'organisent. Les ouvriers ne peuvent pas se permettre de les affronter en ordre dispersé.

• Comment analyses-tu les forces sociales en France ?

É. D. – Je ne pense pas qu'elles soient en recul. Je pense juste qu'il faut faire preuve d'audace. Les travailleurs y croient, mais les dirigeants des différentes organisations font trop de calculs. Il faut que la tête se mette un peu en retrait et laisse les travailleurs prendre les choses en main. Aujourd'hui, on voit bien que la logique veut qu'il y ait toujours plus d'argent pour les riches, alors que les travailleurs n'ont droit qu'aux licenciements. Ils n'ont plus d'autre choix que d'entrer en lutte².

1. milicien paramilitaire de François Duvalier, ancien dictateur d'Haïti.

2. Propos recueillis par Frédéric Girouard pour le NPA et le Chien créole (www.chien-creole.blogspot.com).

Permanences du NPA 49 sur les marchés à Angers :
Samedi 11h-12h place Imbach ; dimanche 10h30-12h30 Monplaisir
Contacts à Cholet et Saumur : npacholet@orange.fr - npa_saumurois@hotmail.fr

QUARTIERS POPULAIRES

ÉTAT D'URGENCE SOCIALE !

Réunion publique
avec **OMAR SLAOUTI**

de la commission "quartiers populaires" du NPA et tête de liste
dans la circonscription Ile-de-France aux élections européennes

Vendredi 10 avril - 20h30
Salle du Doyenné - ANGERS
56 Boulevard du Doyenné

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa49@yahoo.fr